

Pierre-Alain Muet, l'ex-conseiller de Lionel Jospin qui sert de caution aux rebelles

[FIGARO](#) Par [Sophie Huet](#) Publié le 30/06/2014 à 19:05

Le député du Rhône a été reçu le 23 juin pendant une heure en tête-à-tête par François Hollande.

Que vient-il faire dans cette bataille? Au sein des 41 frondeurs du groupe socialiste à l'Assemblée, un nom se détache, celui de [Pierre-Alain Muet](#), l'ancien conseiller économique de [Lionel Jospin](#) à Matignon, l'homme qui inquiète l'Élysée. Le député du Rhône a été reçu le 23 juin pendant une heure en tête-à-tête par [François Hollande](#), preuve s'il en est que sa participation au mouvement des opposants à la politique de l'offre au détriment de celle de la demande interpelle en haut lieu.

D'autant que cet ancien professeur d'économie à [Sciences Po](#) et à l'[École polytechnique](#), ancien président délégué du Conseil d'analyse économique fondé à l'époque Jospin, n'a rien d'un révolutionnaire. «Il joue à son corps défendant le rôle de caution morale», analyse Olivier Faure, vice-président du groupe [PS](#) à l'Assemblée. «C'est un keynésien favorable à la relance de la politique à travers les emplois aidés, qui a des contacts avec tout le monde, et qui intervient beaucoup au sein du groupe et en séance», ajoute le député de Seine-et-Marne. Bernard Roman, lui, loue «sa grande honnêteté intellectuelle» et le décrit en «militant sincère qui croit en ses convictions».

«Trop d'allègements aux entreprises»

Marqué par son expérience au cabinet de Jospin, l'élu du Rhône est un adepte de la macroéconomie qui se définit comme «social-démocrate». Il dénonce «une forme de harcèlement patronal», et se dit «en désaccord avec la politique actuelle, qui est mal équilibrée, et comporte trop d'allègements mal calibrés en faveur des entreprises». Frondeur, lui? «Je ne me sens pas frondeur. Mais ce n'est pas à 69 ans que je vais devenir godillot sur les conceptions économiques que je défends depuis quarante ans», répond Pierre-Alain Muet. L'ancien président de l'Observatoire français des conjonctures économiques souligne qu'il «n'appartient à aucun des courants» des frondeurs, terme qu'il juge «trop réducteur». Il estime même que «le clivage entre godillots et frondeurs est un faux débat».

Mais sans remettre en cause le [CICE](#) (crédit d'impôt compétitivité emploi), dont «il est trop tôt pour mesurer les effets», il affirme que «41 milliards d'euros d'allègements de charges aux entreprises, c'est beaucoup trop». «On peut demander aux Français de faire des efforts pour réduire les déficits, mais pas pour financer des allègements de charges aux entreprises», insiste-t-il.

Le député du Rhône réclame «une politique plus subtile, davantage portée sur la création d'[emplois](#) et le soutien à la demande». Selon lui, il faudrait créer 150.000 [emplois d'avenir](#) supplémentaires (les frères jumeaux des «emplois jeunes» de l'ère Jospin) ainsi que 100.000 [stages](#) d'apprentissage de plus, pour «trouver des revenus aux jeunes et leur redonner confiance». Sur son blog, il explique que la croissance n'étant pas au rendez-vous, le pacte de responsabilité et la politique de réduction des déficits auront «un effet récessif sur le PIB et l'emploi jusqu'en 2017».

Certains avancent que l'ancien adjoint de [Gérard Collomb](#) à Lyon, ex-soutien de [Martine Aubry](#), a une revanche à prendre: il aurait rêvé d'être ministre à Bercy, puis déçu de ne pas être désigné rapporteur du budget. Ce qu'il ne confirme pas.